

ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels



Jeudi 20 novembre 1952, à 10 h. 30

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés: a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.162 et Add.1, A/C.2/L.164, A/C.2/L.168, A/C.2/L.169, A/C.2/L.170 et Corr.1, A/C.2/L.171 et A/C.2/L.172) [suite].....	155
---	-----

Président: M. Jiri NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés: a) Financement du développement économique des pays insuffisamment développés: rapport du Conseil économique et social (A/C.2/L.162 et Add.1, A/C.2/L.164, A/C.2/L.168, A/C.2/L.169, A/C.2/L.170 et Corr.1, A/C.2/L.171 et A/C.2/L.172) [suite]

[Point 25, a*]

1. U TINT SWE (Birmanie) remercie les membres du groupe de travail de l'excellent document (A/C.2/L.170) qu'ils ont soumis à la Commission; sa délégation est particulièrement heureuse de constater que le groupe de travail a placé en tête du projet de résolution dont il recommande l'adoption un rappel des obligations que les gouvernements des Etats Membres ont assumées en vertu des Articles 55 et 56 de la Charte. Le représentant du Brésil a dit tout récemment que ceux qui veulent s'employer sincèrement à établir des relations amicales entre les nations doivent toujours garder présentes à l'esprit les dispositions de ces deux articles de la Charte; la délégation de la Birmanie souscrit sans réserves à cette opinion.

2. Bien que l'horizon politique soit sombre à l'heure actuelle, la délégation de la Birmanie, pour qui le sens des réalités n'exclut pas tout optimisme, se refuse à admettre que les tensions du moment doivent durer toujours et que les difficultés qui semblent aujourd'hui insurmontables le paraîtront encore demain. Elle se refuse également à penser que tout échec subi dans un domaine particulier doive paralyser les efforts entrepris dans d'autres domaines. C'est dans cet esprit d'optimisme éclairé et parce qu'elle a foi dans les principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies que la délégation birmane votera en faveur du projet de résolution dont la Commission est saisie.

3. U Tint Swe rappelle que le Gouvernement de la Birmanie s'est toujours vivement intéressé à la question du financement du développement économique des

pays insuffisamment développés. L'année précédente, la délégation birmane se trouvait déjà parmi les membres de la Deuxième Commission qui avaient présenté un projet de résolution à ce sujet. Elle s'était également associée à une autre délégation pour rédiger un projet de résolution tendant à assurer la mise en œuvre des recommandations formulées dans le rapport intitulé *Mesures à prendre pour le développement économique des pays insuffisamment développés* (E/1986). C'est donc avec plaisir qu'elle appuiera les parties A et B du projet de résolution considéré, car elle y voit l'aboutissement logique des efforts entrepris à la session précédente.

4. La délégation birmane ne refusera pas sa voix au projet de résolution C. Elle tient cependant à indiquer son sentiment à l'égard de ce troisième projet. Tous les pays qui ont accédé à l'indépendance, et particulièrement ceux qui y ont accédé récemment, sont naturellement jaloux de leur indépendance, tant économique que politique. Toute tentative d'ingérence dans les affaires intérieures d'un pays, toute violation de sa souveraineté économique seraient contraires à l'esprit de la Charte. On ne devrait jamais permettre aux investissements privés de servir d'instrument de domination étrangère; au contraire, "investissements privés" et "assistance financière" devraient être synonymes et l'on devrait orienter le courant des capitaux privés vers les pays insuffisamment développés de manière à favoriser tant les intérêts de leurs détenteurs que ceux des pays où ces capitaux seront investis. La délégation birmane compte que les investissements privés étrangers préconisés dans la partie C du projet de résolution feront l'objet de négociations préalables qui mettront les pays insuffisamment développés à l'abri de tout danger de pression ou d'ingérence caractérisée.

5. M. NURADI (Indonésie) dit que sa délégation attache une grande importance au fait que chacune des trois parties du projet de résolution proposé par le groupe de travail réaffirme la nécessité de faire appel à la coopération internationale pour résoudre de façon satisfaisante le problème du financement du développe-

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

ment économique des pays insuffisamment développés. Ayant souscrit à la Charte des Nations Unies, le Gouvernement indonésien tient à souligner que, par coopération internationale, il entend essentiellement une action entreprise dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies. M. Nuradi croit devoir insister sur ce point étant donné la teneur générale des discours prononcés au cours de la séance précédente par les représentants des pays développés.

6. Les récents mouvements du commerce international montrent de façon frappante combien les économies des divers pays sont interdépendantes et combien ce qui touche l'une affecte également les autres. Toute diminution de la demande de matières premières, qu'elle soit provoquée artificiellement ou non, réduit le pouvoir d'achat des pays producteurs et, par conséquent, leur capacité d'acquérir des produits manufacturés. Il est bon de se remémorer ces vérités premières, car elles indiquent toute la gravité de la question que traite la Commission.

7. Les efforts tentés en vue d'élever le niveau économique des pays insuffisamment développés sont entravés par une lamentable insuffisance de ressources. La seule façon de résoudre le problème est de mettre en commun tous les moyens disponibles, c'est-à-dire d'organiser la coopération internationale sur une base aussi large que possible. La délégation indonésienne souscrit donc entièrement au paragraphe 6 de la partie A du projet de résolution considéré, qui prie le Conseil économique et social "de consacrer une attention spéciale au problème du financement international du développement économique et social et de le résoudre par la coopération internationale dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies". Elle comprend, d'après cette partie du projet de résolution, que la coopération internationale sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies doit être placée au-dessus de toute autre méthode à laquelle on pourrait avoir recours pour favoriser le développement économique des pays insuffisamment développés. Le représentant du Royaume-Uni a certes raison de dire que la coopération internationale ne doit pas exclure toute autre forme d'action. La délégation indonésienne s'oppose, toutefois, aux solutions partielles, d'une portée internationale limitée, qui ne tiendraient pas compte de l'interdépendance économique des pays et des ressources limitées dont ils disposent.

8. Ce n'est donc pas sans inquiétude qu'elle a suivi les travaux de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, qui a examiné récemment, à Strasbourg, un plan destiné à développer la production des matières premières et des denrées alimentaires des territoires d'outre-mer qui ont des liens constitutionnels avec les pays membres du Conseil de l'Europe. Elle se demande, en effet, si ce plan n'est pas fondé sur la négation de l'interdépendance économique des pays du monde entier qui, pourtant, est un fait reconnu. Elle se demande aussi si ce plan, au cas où il serait appliqué, n'aurait pas pour effet d'affaiblir, par la division, les moyens déjà limités dont le monde dispose. Elle craint que les pays insuffisamment développés de l'Amérique latine, du Moyen-Orient et de l'Asie qui ont accédé à l'indépendance politique ne se trouvent dans l'impossibilité d'accomplir des progrès alors que les pays métropolitains consacraient toutes leurs ressources à la mise en valeur des territoires qui dépendent d'eux. En présentant ces observations, la délégation de l'Indonésie

n'obéit pas uniquement à des mobiles égoïstes : elle se préoccupe aussi de l'émancipation politique des territoires non autonomes.

9. Les propositions de Strasbourg comportent également d'autres dangers que la délégation de l'Indonésie voudrait commenter plus en détail : elle se réserve de le faire au moment opportun dans la suite du débat.

10. Reconnaissant qu'il n'est pas possible de mettre sur pied, à la présente session, le dispositif nécessaire pour assurer le fonctionnement efficace du fonds spécial et de la société financière internationale, la délégation indonésienne votera pour les parties A et B du projet de résolution dont les dispositions sont de nature à hâter la création de ces organismes. Elle se prononcera aussi en faveur de la partie C, qui a surtout l'avantage de demander au Secrétaire général d'entreprendre une étude du courant international des capitaux privés.

11. M. FACIO (Costa-Rica) annonce que sa délégation votera pour le projet de résolution présenté par le groupe de travail. Elle exposera les raisons qui l'amènent à accorder sa voix à chacune des trois parties que comprend ce projet, car la portée de ces textes et le but qu'ils visent peuvent dépendre de l'interprétation qui leur est donnée. M. Facio rappelle, à titre d'exemple, que divers représentants de pays industriels ont clairement laissé entendre, la veille, qu'ils ne croyaient pas à la viabilité d'un fonds spécial destiné à financer à des conditions avantageuses des projets non amortissables. Ils ont dit qu'ils acceptaient que l'on entreprit des études à ce sujet, mais que les gouvernements sont opposés à la création d'un fonds de ce genre dans les circonstances actuelles. En revanche, plusieurs d'entre eux ont mis l'accent sur la partie C, qui traite des mesures à prendre pour encourager le courant international des capitaux privés.

12. La délégation du Costa-Rica envisage la question sous un angle tout à fait différent. Elle considère, en effet, que parmi les moyens envisagés pour aider au développement économique des pays insuffisamment développés la création d'un fonds spécial est le moyen le plus efficace et celui qui promet de contribuer le plus à l'intégration harmonieuse de l'économie des pays insuffisamment développés. La délégation du Mexique a eu entièrement raison d'affirmer, au cours de la discussion générale (200ème séance), que les investissements privés ne constituent pas le moyen idéal, ni même le plus efficace, de résoudre un problème aussi vaste que celui de la misère dans laquelle vit la plus grande partie de la population des pays insuffisamment développés.

13. Après avoir évoqué le discours prononcé devant l'Assemblée générale par le chef de la délégation chilienne, M. Santa Cruz, à propos du développement économique des pays insuffisamment développés¹, et après avoir cité quelques extraits de ce discours, M. Facio rappelle qu'au cours de la discussion générale, la délégation du Costa-Rica a bien précisé qu'elle ne niait pas l'utilité des investissements privés étrangers (202ème séance). Ces investissements peuvent contribuer grandement au développement économique des pays insuffisamment développés, à la condition, toutefois, qu'ils obéissent à certaines règles déterminées, qu'ils ne soient pas le prétexte de pressions politiques

¹ Voir les *Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Séances plénières, 379ème séance.*

et qu'ils n'aient pas pour unique résultat de procurer aux pays industriels des matières premières à bon marché. Toute étude objective des grands courants d'investissement en Amérique latine montre qu'il est rare que les capitaux étrangers aient contribué réellement à améliorer le sort des populations des pays insuffisamment développés. On ne saurait nier cependant que des progrès ont été accomplis ces derniers temps à cet égard.

14. M. Facio donne ensuite quelques exemples, empruntés à son pays, pour illustrer les différentes formes que peuvent prendre les investissements étrangers; certains sont favorables, d'autres défavorables, au développement économique du pays où ils s'effectuent. Parmi les investissements utiles, il cite le cas d'un groupe d'anciens combattants américains qui se sont établis au Costa-Rica avec leurs familles pour y créer un grand élevage de volailles auquel ils appliquent les méthodes les plus modernes. Ce triple apport de capitaux, de connaissances techniques et de main-d'œuvre ne peut avoir que des effets salutaires sur l'économie nationale.

15. Parmi les investissements nuisibles, M. Facio cite le cas d'une société de fabrication de pneus installée dans l'Ohio, qui a fait construire au Costa-Rica une usine pour la fabrication de toiles spéciales. L'activité de cette usine, en apparence toute simple, se caractérise, en réalité, par les éléments juridico-économiques suivants. Il apparaît tout d'abord qu'en occupant une partie du sol national, en utilisant la main-d'œuvre nationale et en mobilisant un secteur de l'économie nationale, la société étrangère se livre à une véritable "occupation économique". En deuxième lieu, la société répartit ses activités de façon inéquitable, réservant les travaux les moins rémunérés à la zone "économiquement occupée": ainsi, l'ouvrier qu'elle emploie dans l'Ohio gagne quinze fois plus, en moyenne, que celui qu'elle emploie au Costa-Rica, bien que tous deux contribuent à la production du même pneu. En troisième lieu, la société cherche à maintenir très bas le niveau des salaires dans la région "occupée", sous prétexte de soutenir la concurrence des autres pays insuffisamment développés. Enfin, cette "occupation économique" s'accompagne de toutes les manifestations extérieures qui lui sont propres et qui ont des effets extrêmement défavorables du point de vue psychologique: discrimination raciale, établissement de zones résidentielles privées, affiches et placards en langue étrangère, etc. M. Facio estime que le cas qu'il vient de citer illustre bien une forme d'investissement à éviter. D'aucuns soutiendront que cette forme d'investissement est également une source de dollars pour le pays. L'occupation militaire constituerait aussi une source de dollars, mais nul ne songerait à y voir un moyen rationnel de développement économique.

16. Il s'agit donc de s'entendre sur les objectifs à atteindre lorsque l'on parle d'investissement de capitaux privés. Si le but recherché est de relever le niveau de vie des pays insuffisamment développés, de supprimer entre les peuples du monde les différences qui sont la cause de tensions sociales, "l'occupation économique" est la plus mauvaise solution à laquelle on puisse songer, car elle repose sur l'exploitation du travail des uns au bénéfice des autres. Cette forme d'investissements, si elle se développait, ne pourrait avoir d'autre conséquence que d'accentuer davantage encore l'écart qui

existe entre les niveaux économiques des différents pays du monde, écart dont le Secrétaire général signale chaque année la gravité.

17. M. Facio fait observer qu'il a choisi deux exemples extrêmes. Les investissements privés se présentent sous bien d'autres formes, plus ou moins acceptables suivant qu'elles se rapprochent de l'un ou de l'autre des cas cités. Quoi qu'il en soit, la délégation du Costa-Rica estime que les investissements privés ne conviennent en aucun cas aux entreprises d'intérêt public, ainsi qu'elle a eu l'occasion de le dire au cours de son intervention dans la discussion générale. D'autre part, les pays insuffisamment développés n'ont pas intérêt non plus à accueillir les détenteurs de capitaux qui sont à la recherche de main-d'œuvre à bon marché. Au Costa-Rica, la production de l'électricité, qui est assurée par une société étrangère, combine ces deux inconvénients. La société concessionnaire est animée d'un esprit de lucre qui n'est pas fait pour favoriser le développement économique du pays et elle n'a qu'un souci: maintenir très bas le niveau des salaires. Le contremaître costaricien gagne une somme équivalente à 70 dollars par mois, alors que l'ingénieur adjoint qui recopie des plans dans les bureaux de New-York reçoit 200 dollars par mois: or, c'est le consommateur du Costa-Rica qui paie les deux salaires, puisqu'il subvient à l'ensemble des frais afférents au service qui lui est fourni. C'est ainsi qu'au fur et à mesure que le temps passe, la richesse s'accumule dans un pays, et la pauvreté s'accroît dans l'autre.

18. La délégation du Costa-Rica est d'avis que la solution la plus avantageuse pour les pays insuffisamment développés est de faire appel à l'épargne nationale et de financer au moyen de capitaux intérieurs des entreprises privées et des institutions publiques de développement. Pour cela, toutefois, il leur faut obtenir des prix équitables pour les produits d'exportation qui constituent leur principale source de revenus. Le projet de résolution de la délégation de l'Argentine s'inspire de cette idée, et c'est pourquoi la délégation du Costa-Rica l'appuie sans réserve.

19. Il n'en reste pas moins que les capitaux étrangers peuvent jouer un rôle extrêmement utile dans le développement économique des pays insuffisamment développés s'ils respectent les conditions énoncées plus haut. Il est une forme d'investissement à laquelle on n'a pas suffisamment recours et qui est cependant excellente: les prêts consentis aux entreprises privées locales, soit directement, soit indirectement par l'entremise des institutions bancaires ou de développement du pays. La dernière formule est la meilleure, car, d'une part, le détenteur de capitaux traite avec des organismes responsables et, d'autre part, ces organismes peuvent mettre à profit leur connaissance des conditions locales pour orienter les capitaux vers le secteur qui en a le plus besoin. Le capitaliste étranger perçoit l'intérêt de ses capitaux en même temps qu'il contribue à la création de nouvelles entreprises productives, sans en devenir, pour autant, le propriétaire.

20. Exposant la thèse économique la plus répandue dans son pays, M. Facio déclare que, d'une manière générale, on estime que la meilleure manière de préserver le caractère démocratique de l'économie nationale est de multiplier le nombre des propriétaires d'entreprise. Les Costariciens pensent qu'il leur sera possible, dans le cadre d'un programme général de développe-

ment, de laisser libre cours à l'initiative privée, à côté d'institutions autonomes, créées par l'Etat, qui assureraient les services essentiels, tels que le crédit, la production de l'énergie électrique, les transports publics, et qui seraient chargées de prendre les mesures nécessaires pour contrôler les prix et encourager la production. Déjà des milliers d'agriculteurs cultivent le maïs pour leur propre compte, mais l'Etat réglemente et protège leur activité par l'entremise d'institutions autonomes qui veillent à maintenir les prix à un niveau équitable, répartissent les semences, financent l'achat de l'outillage, etc. Cette association de l'Etat et des producteurs privés assure à l'économie le plus haut degré d'efficacité; elle a, en outre, l'avantage de donner aux travailleurs, conscients du rôle qu'ils jouent dans l'économie nationale, un sens plus élevé de leur propre dignité, d'en faire des hommes véritablement libres, que ne sauraient séduire aucune démagogie totalitaire, qu'elle soit de droite ou de gauche.

21. Pour terminer, M. Facio émet l'opinion que la société financière internationale que l'on se propose de créer se révélera sans aucun doute un excellent moyen de financer les entreprises privées locales. La délégation de Costa-Rica se prononcera donc en faveur de la partie B du projet de résolution et elle espère que le projet envisagé sera très prochainement mis à exécution.

22. M. DOMINGUEZ COMPANY (Cuba) dit qu'il souscrit au projet de résolution rédigé par le groupe de travail, malgré les modifications apportées au texte proposé par Cuba; il estime en effet que le projet du groupe de travail renferme les questions et les principes que la délégation de Cuba avait à l'esprit en présentant sa proposition, et représente un pas en avant, certes très prudent, et que Cuba aurait préféré plus énergique, vers la création du fonds spécial et de la société financière internationale. D'autre part, la possibilité de convoquer l'année prochaine une conférence des gouvernements intéressés, comme Cuba l'avait proposé dans son projet de résolution, n'est pas exclue.

23. M. BOTHA (Union Sud-Africaine) dit qu'après avoir pris connaissance de l'excellent document rédigé par le groupe de travail, il ne pensait pas qu'il aurait à expliquer le vote favorable qu'il se prépare à émettre. Mais les déclarations de certains membres de la Commission l'incitent à formuler quelques observations sur les textes proposés afin qu'il n'y ait aucun malentendu quant à la position de sa délégation.

24. La délégation sud-africaine se prononcera pour la partie A du projet de résolution, mais il ne faudra pas voir dans ce vote la preuve qu'elle a modifié son attitude en ce qui concerne la création d'un fonds spécial, ou qu'elle approuve le dispositif proposé. Elle tient à préciser qu'elle pense que le paragraphe 6 de la partie A fera l'objet d'une interprétation aussi large que possible, comme les représentants du Chili, des Etats-Unis et du Royaume-Uni l'ont indiqué à la séance précédente.

25. De même, son vote favorable sur la partie B ne préjuge d'aucune manière le résultat des travaux entrepris par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

26. L'Union Sud-Africaine accueille en revanche très volontiers la partie C du projet de résolution, qui souligne l'importance des investissements privés pour le développement économique des pays insuffisamment développés. Le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine

attache en effet la plus haute importance à cette question et remercie les quatre délégations qui ont pris l'initiative de la porter à l'attention de la Commission. S'il n'attache pas une importance particulière au paragraphe 3, il a en revanche la certitude que les études visées au paragraphe 2 seront extrêmement utiles.

27. M. BAUER PAIZ (Guatemala) annonce que sa délégation votera pour les trois parties du projet de résolution proposé par le groupe de travail.

28. Pour ce qui est de la partie C, M. Bauer Paiz tient à souligner que l'expérience du Guatemala en matière d'investissements étrangers n'a pas toujours été heureuse. Le représentant du Costa-Rica vient de faire une analyse approfondie des dangers que ces investissements peuvent présenter pour les pays insuffisamment développés et la délégation du Guatemala souscrit entièrement à ses observations. Malgré toutes les mesures prises au Guatemala pour gagner la confiance des capitalistes étrangers, ceux-ci réexportent, d'une manière générale, leurs bénéfices et leurs capitaux, et ne songent aucunement à contribuer au développement économique du pays. C'est pourquoi la délégation du Guatemala pense qu'il conviendrait d'insérer dans le paragraphe 3 de la partie C une réserve qui tienne compte des préoccupations des gouvernements des pays insuffisamment développés. Elle présente, à cet effet, un amendement tendant à modifier la fin du paragraphe 3 comme suit: "... afin d'encourager un apport continu et suffisant, dans les pays insuffisamment développés, de capitaux qui contribuent réellement à l'intégration harmonieuse et efficace de leur économie ainsi qu'à leur développement économique et social." (A/C.2/L.172).

29. M. COHN LYON (République Dominicaine) déclare que le projet de résolution du groupe de travail dont la Commission est saisie reçoit l'agrément de sa délégation. Il précise que les dispositions de la partie A du projet ne doivent nullement tendre à limiter ou à restreindre l'intérêt qu'il convient de porter à d'autres modes de financement, notamment le financement à l'aide de capitaux privés. Il tient d'autre part à souligner que le recours aux investissements privés d'origine intérieure ou étrangère ne doit en rien exclure l'exercice par l'Etat intéressé de tous ses droits de souveraineté. Il a déjà eu l'occasion, au cours de la discussion générale (201ème séance), d'attirer l'attention sur la place accordée par son gouvernement à l'initiative privée dans le développement de son pays, ainsi que sur les mesures de protection prises en faveur du capital national et étranger, pour l'attirer ou pour l'utiliser au mieux des intérêts du pays.

30. M. IMRU (Ethiopie) estime que la partie C du projet de résolution tend à affaiblir quelque peu les dispositions des parties A et B. Il ressort en effet du texte de la partie C qu'un certain nombre de délégations persistent à penser que les investissements privés permettent de résoudre efficacement le grave problème du développement des pays insuffisamment développés; il semble aussi que, de l'avis de certaines délégations, le fonds spécial ou la société financière internationale ne constituent pas, dans les circonstances présentes, un moyen pratique d'assurer le financement du développement économique.

31. Pour sa part, M. Imru reconnaît la nécessité d'encourager les investissements en provenance du secteur privé. Toutefois, l'Ethiopie a constaté par l'expérience que ce moyen de financement n'est pas de

nature à assurer un développement économique rapide parce que le capital privé recherche à la fois la sécurité et un rapport élevé; il ne peut donc donner de résultats efficaces que dans une économie déjà forte et prospère.

32. Pour toutes ces raisons, la délégation de l'Ethiopie préfère les solutions proposées dans les parties A et B du projet de résolution. Elle votera cependant aussi pour la partie C du projet.

33. M. BETETA (Mexique) rappelle qu'il est intervenu dans la discussion générale (200ème séance) pour parler des investissements au Mexique. Il ne reviendra donc pas sur les arguments qu'il a présentés en faveur de la thèse mexicaine suivant laquelle les investissements privés doivent avant tout contribuer au développement économique et social du pays intéressé, c'est-à-dire à l'élévation du niveau de vie de la population. C'est ce qui justifie les mesures législatives tendant à réglementer les investissements privés. Ce principe étant posé, la délégation du Mexique votera pour les trois parties du projet de résolution.

34. M. ABDELRAZEK (Egypte) pense que la partie C du projet de résolution soulève un malentendu qu'il tient à dissiper. Il rappelle le récent exposé dans lequel il a eu l'occasion de préciser les difficultés qui entravent les investissements privés. Ces difficultés peuvent être classées en quatre catégories. Il existe tout d'abord des difficultés d'ordre fiscal. D'autre part, certaines sociétés désireuses de créer des entreprises à l'étranger ne réussissent pas toujours à réunir les capitaux suffisants. En outre, certains pays insuffisamment développés n'envisagent pas les investissements étrangers avec faveur car ils craignent une ingérence de l'étranger dans leurs affaires économiques et politiques. Enfin, les entraves que certains pays insuffisamment développés apportent au rapatriement des capitaux et des bénéfices accroissent encore les difficultés. M. Abdelrazek estime avoir ainsi précisé la position de sa délégation avec suffisamment de clarté. Après avoir entendu les déclarations de certaines délégations de pays fortement industrialisés, il exprime maintenant la crainte que l'activité des Nations Unies dans le domaine du financement du développement économique n'ajoute encore aux déceptions des peuples du monde.

35. M. MADRIGAL (Philippines) déclare que le projet de résolution présenté par le groupe de travail est acceptable pour sa délégation. Il se bornera à formuler quelques remarques sur le financement du développement économique des pays insuffisamment développés. A son avis, la meilleure solution réside dans la conclusion d'accords entre les gouvernements des pays fortement industrialisés et ceux des pays insuffisamment développés. C'est aux gouvernements intéressés qu'il appartient de répartir les fonds nécessaires au développement des industries privées. M. Madrigal souligne ensuite que les gouvernements des pays où s'effectuent les investissements devront veiller à défendre ces pays contre l'exploitation par le capital privé. Le Congrès de la République des Philippines a songé à protéger les travailleurs philippins en fixant un salaire minimum et en définissant les conditions du travail dans les grandes entreprises minières ou autres financées par le capital étranger. De même, en ce qui concerne les revenus des investissements, le gouvernement peut, par une législation appropriée, empêcher que les capi-

talistes étrangers ne réalisent des bénéfices excessifs aux dépens de l'économie du pays.

36. M. Madrigal croit qu'il faut mettre en œuvre tous les moyens possibles pour assurer le développement économique des pays insuffisamment développés. C'est pourquoi il votera pour le projet de résolution présenté par le groupe de travail.

37. Le PRESIDENT met aux voix le projet de résolution présenté par le groupe de travail sous la cote A/C.2/L.170 et Corr.1, et qui comporte trois parties, A, B, C.

38. Il met aux voix la partie A.

Par 46 voix contre zéro, avec 5 abstentions, la partie A du projet de résolution est adoptée.

39. Le PRESIDENT met aux voix la partie B.

Par 46 voix contre zéro, avec 5 abstentions, la partie B du projet de résolution est adoptée.

40. Le PRESIDENT invite ensuite la Commission à se prononcer sur l'amendement introduit par la délégation du Guatemala, sous la cote A/C.2/L.172. Cet amendement tend à modifier le texte de la partie C du projet de résolution contenu dans le document A/C.2/L.170 et Corr.1.

Par 44 voix contre zéro, avec 7 abstentions, cet amendement est adopté.

41. M. ENCINAS (Pérou), expliquant son vote sur l'amendement présenté par la délégation du Guatemala, déclare qu'il s'est abstenu, non parce qu'il ne partage pas le point de vue exprimé dans l'amendement considéré, mais parce qu'il estime que cet amendement n'apporte rien de nouveau en évoquant des considérations qui ont déjà été exprimées dans toutes les résolutions pertinentes à la question.

42. Le PRESIDENT met aux voix le texte amendé de la partie C du projet de résolution.

Par 45 voix contre zéro, avec 6 abstentions, la partie C du projet de résolution est adoptée.

43. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) tient à exposer les raisons pour lesquelles il s'est abstenu de voter sur les trois parties du projet de résolution présenté par le groupe de travail. Il ne peut partager l'opinion de certains représentants qui ont placé leurs espoirs dans la constitution d'un fonds spécial ou d'une société financière internationale. Il rappelle à ce sujet que des institutions internationales analogues, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et le Fonds monétaire international, ont déçu les espoirs que les Etats Membres des Nations Unies avait placés en elles. Il n'y a donc aucune raison de supposer que les nouvelles institutions que la Commission recommande de créer ne deviendront pas, comme la Banque internationale et le Fonds monétaire, des instruments du capitalisme américain. La délégation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ne peut donc appuyer le projet de résolution. Comme elle ne veut pas non plus faire obstacle à des projets qui tendent à assurer le développement économique des pays insuffisamment développés, elle s'est simplement abstenue de participer au vote.

44. M. Arkadyev saisit cette occasion pour souligner que la Commission n'a pas attaché d'importance au fait que les ressources des pays insuffisamment développés sont actuellement mobilisées à des fins bellicistes; la

mise en valeur de ces ressources devrait avoir pour but l'amélioration du bien-être des populations ce qui n'est pas possible dans les conditions d'exploitation actuellement imposées aux pays insuffisamment développés. La Commission ne s'est pas davantage préoccupée de la persistance de la politique d'exploitation des territoires non autonomes par les Puissances administrantes. Il ressort de renseignements fournis par le Fonds monétaire que le Royaume-Uni a contracté envers les territoires de la Couronne britannique une dette de plus de 10 milliards de dollars et que ses obligations envers d'autres pays du bloc sterling s'élèvent à 7.880 millions de dollars. M. Arkadyev indique que la pénurie de devises dans les pays insuffisamment développés conduit ces pays à importer des capitaux étrangers dans des conditions qui correspondent à un véritable asservissement. Pendant ce temps, les Puissances impérialistes réalisent d'énormes bénéfices. C'est ainsi que, de 1938 à 1951, les sociétés et les banques des Etats-Unis ont accumulé, en exploitant les pays insuffisamment développés, des bénéfices de l'ordre de 12.500 millions de dollars et que les placements effectués en Amérique latine ont rapporté aux détenteurs de capitaux un revenu qui atteint 15 pour 100 du capital engagé.

45. M. Arkadyev regrette que la Commission ait oublié, semble-t-il, à la fois les principes de la Charte et les considérations sur lesquelles s'appuie la résolution 368 (XIII) du Conseil économique et social. Il trouve regrettable qu'on ait perdu de vue que le financement du développement économique des pays insuffisamment développés doit avant tout servir à élever le niveau de vie des populations de ces pays; on a également oublié que le revenu national des pays insuffisamment développés devrait être affecté aux besoins de ces pays et non dirigé vers les monopoles qui les exploitent. De même, les pays insuffisamment développés devraient pouvoir procéder à de libres échanges avec les démocraties populaires, ce qui leur permettrait de se libérer de l'exploitation par les monopoles capitalistes. Là encore la Commission n'a pas voulu se préoccuper de la situation des pays insuffisamment développés.

46. Le PRESIDENT invite les membres de la Commission à étudier le projet de résolution présenté par la délégation de l'Argentine (A/C.2/L.162) ainsi que les amendements relatifs à ce projet (A/C.2/L.169).

47. M. HUEZO (Salvador) déclare que les délégations des pays de l'Amérique centrale sont disposées à appuyer le projet de résolution présenté par la délégation de l'Argentine, parce qu'elles en approuvent les principes généraux.

48. Toutefois, la délégation du Salvador, associée à celle du Costa-Rica, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua, a présenté un amendement (A/C.2/L.169) tendant à ajouter au projet argentin un nouveau paragraphe où l'on recommanderait aux gouvernements de conclure des ententes internationales sur les produits de base en vue: a) de garantir la stabilité des prix de ces produits; et b) d'assurer la continuité des programmes de développement économique et social des pays producteurs de matières premières.

49. M. Huezo estime, en effet, qu'il importe de stabiliser les prix sur le marché mondial à des niveaux plus équitables, ce qui mettrait les producteurs de matières premières à l'abri des fluctuations brusques qui ont des répercussions défavorables sur le rapport des

échanges. M. Huezo est persuadé que la stabilité des prix des produits, ainsi que la continuité des programmes de développement économique pourront être assurées par la conclusion d'ententes internationales sur les produits de base. Il cite à cet égard l'accord international du blé auquel ont souscrit 42 gouvernements, dont 38 représentants des pays importateurs. Cet accord a été conclu au moment où deux pays exportateurs de blé, le Canada et l'Australie, disposaient d'un fort excédent exportable alors que d'autres pays, désireux d'importer du blé, ne pouvaient le faire en raison de difficultés financières. L'application de l'accord a donné des résultats satisfaisants tant pour les importateurs que pour les exportateurs et M. Huezo croit que des accords de ce type pourraient se généraliser à l'avenir.

50. Etudiant l'alinéa a du paragraphe 4 du projet de résolution de l'Argentine, M. Huezo insiste sur la nécessité de maintenir un rapport équitable entre les prix des produits de base et ceux des biens d'équipement et autres articles manufacturés. M. Huezo partage l'opinion du représentant de l'Argentine. Il exprime le vœu que certains pays, notamment les Etats-Unis, qui ont appliqué dans leur propre territoire un système de parité des prix au profit des producteurs agricoles, adoptent la même attitude lorsqu'ils traitent avec d'autres pays. C'est ce qui justifie la proposition du représentant de l'Argentine.

51. Le représentant du Salvador fait également observer qu'à l'alinéa b du paragraphe 4 du projet de résolution de l'Argentine, il est fait mention de la production de produits synthétiques et de produits de remplacement, qui affecte inutilement la demande internationale de produits de base naturels. Là encore, il partage sans réserves l'opinion du représentant de l'Argentine. Il rappelle que le Salvador s'est trouvé dans l'obligation de cesser de cultiver certaines plantes parce qu'il ne pouvait lutter contre la concurrence de certains colorants chimiques, et que l'exportation de ces produits naturels représentait à l'époque environ 60 pour 100 des exportations du Salvador. Il évoque aussi le danger que la production de caoutchouc synthétique a fait courir aux pays producteurs de caoutchouc naturel. De même, la production d'engrais synthétiques a porté atteinte aux intérêts du Chili en tant que producteur d'engrais naturels. Les difficultés rencontrées par les pays producteurs de textiles naturels en raison de la concurrence des fibres synthétiques jetées en grandes quantités sur le marché mondial ne sont pas moins graves. Le représentant du Salvador signale aussi qu'il existe maintenant un procédé tendant à remplacer, dans la fabrication de la pâte à papier, le bois par la paille de canne à sucre. Il ne croit pas que l'utilisation de la paille de canne à sucre en tant que produit de remplacement du bois soit de nature à porter atteinte au commerce de pays comme le Canada ou la Suède parce que ces pays ont une économie diversifiée; mais il souligne qu'il pourrait en être autrement s'il s'agissait de pays moins avancés sur la voie du développement économique.

52. M. Huezo tient à préciser qu'il ne prend nullement position contre le progrès technique, pas plus d'ailleurs que le représentant de l'Argentine ne l'a fait en présentant son projet de résolution. Il est uniquement question, dans ce projet, d'éviter, sauf pour d'impérieuses raisons de sécurité en temps de guerre et sans préjudice des recherches et progrès techniques, d'encourager la production de produits synthétiques. Le repré-

sentant de l'Argentine a seulement voulu par là exprimer son désir de voir assurer par tous les moyens la stabilité économique mondiale. Il se peut que le progrès technique entraîne pour l'économie de certains pays la nécessité d'une réadaptation, mais M. Huezou souligne que cette réadaptation demande du temps.

53. Pour terminer, le représentant du Salvador exprime l'espoir que le représentant de l'Argentine acceptera les amendements proposés par les délégations du Salvador, du Costa-Rica, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua qui n'ont cherché qu'à compléter le projet de résolution de l'Argentine en y faisant place à quelques idées qui ne leur avaient pas paru suffisamment précisées dans le texte initial.

54. M. DIAS CARNEIRO (Brésil) déclare que sa délégation approuve entièrement le projet de résolution de l'Argentine et les amendements qui figurent dans le document A/C.2/L.169. Toutefois, il saisit cette occasion pour exposer les difficultés que présenterait la mise en œuvre de ce projet de résolution.

55. Faute d'un apport constant et régulier de capitaux étrangers publics et privés, les pays insuffisamment développés ne peuvent se procurer que par l'exportation de denrées alimentaires ou de matières premières les devises dont ils ont besoin pour acheter à l'étranger les biens essentiels à leur développement économique et aussi pour assurer le service de leur dette extérieure.

56. A supposer que, sur une longue période, l'équilibre de la balance des paiements des pays insuffisamment développés soit assuré, ces pays ne pourront, en l'absence d'investissements importants, financer leur développement économique qu'au moyen d'un excédent d'exportations. A cette fin, ils pourraient soit réduire leurs importations de produits non essentiels en maintenant leurs exportations au même niveau, soit accroître leurs exportations en maintenant leurs importations d'articles non essentiels au même niveau, soit encore accroître leurs exportations tout en réduisant leurs importations de biens de consommation non essentiels. Or, les pays insuffisamment développés ne peuvent opter ni pour la première ni pour la troisième de ces solutions car une réduction des importations entraînerait un ralentissement de leur développement économique et une réduction de la consommation aurait pour effet d'abaisser le niveau de vie et de restreindre le bien-être de la population. Ils ne peuvent donc adopter que la deuxième solution, mais il leur est difficile d'accroître leurs exportations car la demande de matières premières et de denrées alimentaires manque d'élasticité et les acheteurs de ces produits ont tendance à en contrôler les prix par des pratiques monopolistiques.

57. Si, au contraire, les pays insuffisamment développés, dont la population désire atteindre un niveau de vie plus élevé, ne réussissaient pas à équilibrer leur balance des paiements, leur situation deviendrait tragique. C'est pour éviter ce danger que depuis neuf ou dix ans les pays insuffisamment développés demandent que l'on fixe, pour leurs exportations, des prix paritaires en fonction de leurs importations. Si ces prix paritaires étaient pratiqués, les pays insuffisamment développés disposeraient d'un moyen supplémentaire et durable de financement ou tout au moins pourraient financer eux-mêmes leur développement économique au moyen de leurs recettes d'exportations. C'est là un objectif qu'il est extrêmement difficile d'atteindre. Il

faut tenir compte en effet du fait que les pays développés ne sont guère enclins à suivre ce raisonnement. En outre, les pays insuffisamment développés désirent remédier à la situation plus rapidement que ne le permet la conjoncture économique. Enfin, le rapport des échanges serait certainement fixé par de constantes négociations et il est probable que les pays producteurs d'articles manufacturés exerceraient, dans ces négociations, une influence prépondérante. D'ailleurs il est toujours très difficile de déterminer une année de base pour le calcul de l'indice du rapport des échanges. Le représentant du Brésil expose les raisons de cette difficulté et il ajoute que, pour les indices se rapportant à des périodes de courte durée, l'année de base serait sans doute déterminée par voie de négociations bilatérales.

58. En dépit de tous les obstacles qu'il a mentionnés, le représentant du Brésil votera pour le projet de résolution de l'Argentine et pour les amendements présentés dans le document A/C.2/L.169.

59. M. TAYLOR (Canada) présente quelques observations sur le préambule du projet de résolution de l'Argentine où sont rappelés les faits suivants: le rapport des échanges a des répercussions très sensibles sur le revenu national et le bien-être économique de tous les pays, notamment des pays dont la prospérité dépend dans une grande mesure du commerce international. En outre, les pays dont l'économie est fondée principalement sur la production de matières premières sont très vulnérables aux fluctuations du rapport des échanges. Enfin la diversification de l'économie pourrait diminuer l'ampleur de ces fluctuations et en atténuer les effets.

60. Le représentant du Canada approuve en principe cet exposé, mais il fait observer que la diversification de la production ne donne pas nécessairement une plus grande stabilité à l'activité économique. Elle ne présente des avantages que si elle est établie sur des bases rationnelles; sinon, elle peut accentuer plutôt qu'atténuer les fluctuations économiques. La prospérité économique du Canada, par exemple, dépend de l'activité des industries qui fournissent des produits primaires. C'est pourquoi le Canada a toujours cherché à augmenter la production de l'agriculture, de l'industrie du bois et des mines. L'expérience montre que la diversification de l'économie ne peut remplacer un effort constant visant à améliorer le rendement des industries de base.

61. Le projet de résolution de l'Argentine envisage les répercussions que les fluctuations de prix peuvent avoir sur l'économie des pays en voie de développement. Cependant, il convient de noter que des fluctuations de ce genre peuvent également avoir d'importantes répercussions sur l'économie des pays développés qui, ces dernières années, ont éprouvé de grandes difficultés à équilibrer leur balance des paiements. Leur revenu national réel a subi les effets de fortes hausses à l'importation des matières premières et des produits alimentaires essentiels.

62. Le représentant du Canada affirme que les prix des matières premières ne suivent pas tous une évolution parallèle. Sans doute, les prix des matières premières sont-ils en moyenne trois fois plus élevés qu'en 1938 et inférieurs de 15 pour 100 environ au niveau record qu'ils ont atteint après la guerre, mais certains ont subi des fluctuations plus marquées.

63. Comme le représentant de l'Australie l'a signalé, de nombreux pays en voie de développement sont importateurs aussi bien qu'exportateurs de matières premières. Dans ce cas, les rapports des échanges ne suivent pas une évolution parallèle. Les fluctuations brutales du rapport des échanges sont néfastes, non seulement pour les pays qu'elles atteignent, mais aussi pour les pays qui en bénéficient temporairement. Il serait souhaitable que tous les pays collaborent à la mise au point de mesures visant à réduire l'ampleur et à atténuer la violence de ces fluctuations.

64. Sur une longue période, il faut considérer non seulement les prix des produits de base, mais aussi la productivité et les prix de revient réels. Ainsi, le prix du blé canadien sur le marché mondial est à peine le double de ce qu'il était avant la première guerre mondiale. En revanche, la valeur unitaire des facteurs de production dans la culture du blé dépasse de quatre à cinq fois le niveau atteint à la même époque. En d'autres termes, le rapport arithmétique des échanges a évolué au détriment du cultivateur canadien. Néanmoins, le niveau de vie du producteur de blé canadien est aujourd'hui plus élevé qu'en 1912 ou en 1913. Cette amélioration s'explique par une augmentation considérable de la productivité dans la culture du blé. Le cultivateur bénéficie en partie de cette augmentation de la productivité par un accroissement de son revenu réel; le consommateur en bénéficie également par une diminution relative du prix du blé. Il en est de même pour les nations. A mesure que la productivité augmente, le rapport réel des échanges s'améliore presque certainement, même si le rapport arithmétique paraît avoir subi un mouvement défavorable.

65. Le représentant du Canada, abordant l'examen de l'alinéa *b* du paragraphe 4 du projet de résolution de l'Argentine, fait observer que la recherche scientifique constitue l'élément primordial du progrès et facilite ainsi l'élévation des niveaux de vie. Certains bénéficient des progrès techniques, d'autres en pâtissent. En raison de l'augmentation rapide de la demande de produits de toutes sortes, il serait fâcheux de ne pas tirer parti des progrès scientifiques. Il est possible qu'au début, les avantages qu'ils présentent ne soient pas répartis équitablement, mais à la longue tous les pays en profitent. Ce n'est pas en limitant les progrès techniques que l'on pourra résoudre ces problèmes; il faudrait, au contraire, aménager une structure économique suffisamment souple et susceptible d'adaptation. Bien qu'elle ne puisse appuyer les idées implicitement exprimées à l'alinéa *b* du paragraphe 4, la délégation du Canada approuve le principe général selon lequel les Etats Membres devraient éviter, sauf pour d'impérieuses raisons de sécurité, en temps de guerre, d'appliquer aux importations de sévères restrictions de caractère discriminatoire et de remplacer les produits naturels par des produits synthétiques. Elle reconnaît que, pour se conformer aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, tous les pays devraient tenir compte des répercussions que leur politique peut avoir sur le bien-être des populations des autres Etats Membres.

66. Le représentant du Canada fait observer que si le rapport des échanges de nombreux pays fournisseurs de produits primaires est devenu défavorable, c'est notamment parce que ces pays ont imposé des restrictions aux importations. Dans bien des cas, ces mesures sont peut-être inévitables, mais elles contribuent à augmenter le prix des produits importés ainsi que les prix de revient de la production nationale. Ainsi, le rapport des échanges de nombreux pays est devenu défavorable par suite de l'impossibilité d'établir la liberté du commerce international sur une base multilatérale. En fait, il ressort de nombreux rapports que, dans les vingt ou trente années à venir, le monde aura besoin de quantités de plus en plus grandes de denrées alimentaires et de matières premières et que le rapport réel des échanges des pays qui sont en mesure de fournir ces produits s'améliorera très certainement.

67. Le représentant du Canada rappelle que, selon la loi de l'offre et de la demande, les prix se modifient constamment et qu'ils servent ainsi de guide aux producteurs et aux consommateurs. Sans doute a-t-on le choix entre le régime de la liberté des prix et celui de l'économie dirigée, mais l'expérience montre que la réglementation des prix donne à l'économie une certaine rigidité et ne contribue pas à l'augmentation de la productivité. Il pourrait être souhaitable d'adopter des mesures visant à atténuer l'ampleur des fluctuations de prix, mais il faut éviter toute mesure présentant un caractère par trop rigide. Une économie en progrès se caractérise essentiellement par sa souplesse et ses possibilités d'adaptation.

68. Le représentant du Canada signale ensuite que, pour ce qui est des ententes relatives aux produits de base, il ne peut approuver la proposition présentée, dans leur amendement, par les délégations du Costa-Rica, du Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua. En effet, M. Taylor croit que la multiplicité des accords de ce genre aurait pour conséquence de donner trop de rigidité à la structure des prix internationaux. Le Gouvernement du Canada n'est pas opposé, en principe, aux ententes relatives aux produits de base et il y voit un moyen qui permettrait, éventuellement, d'atténuer l'ampleur des fluctuations de prix. Il est prêt à participer aux travaux de groupes d'études sur les produits de base et à adhérer à des accords de ce genre, à condition qu'ils portent sur des produits déterminés, qu'ils ménagent dans une certaine mesure le libre jeu des forces économiques et qu'ils promettent de donner des résultats satisfaisants; encore faudrait-il que les principaux pays intéressés soient parties à ces accords. En tout état de cause, on ne peut considérer la conclusion d'accords relatifs aux produits de base comme une panacée.

69. Pour toutes ces raisons, la délégation du Canada ne pourra appuyer les passages du projet de résolution de l'Argentine qui prévoient, implicitement ou non, la possibilité d'établir entre les prix un rapport fixe et de limiter les progrès scientifiques.

La séance est levée à 13 heures.